

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 2

Rubrik: SOG = SSO = SSU

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



+ SOG | SSO | SSU

Schweizerische Offiziersgesellschaft
Société Suisse des Officiers
Società Svizzera degli Ufficiali

Sociétés

La SSO attend un engagement clair en faveur du financement de l'armée

Société suisse des officiers (SSO)

Brugg-Windisch, 11 mars 2023 – La cheffe du DDPS, la conseillère fédérale Viola Amherd, et le chef de l'Armée (CdA), le cdt C Thomas Süssli, ont fait les honneurs de la Société Suisse des Officiers (SSO) à Brugg Windisch. Les messages de bienvenue étaient axés sur les défis et les distorsions sociales dans un ordre sécuritaire incertain. La projection de pouvoir d'Etats autoritaires dans un ordre mondial de plus en plus multipolaire place notre politique de sécurité et d'armée devant de grands défis. La guerre brutale qui se poursuit en Ukraine montre de manière impressionnante que les conflits continuent à être menés par des moyens militaires traditionnels. Elle met de plus en plus à l'épreuve la prospérité, l'Etat de droit et la démocratie. La sécurité et la liberté nous concernent tous. Elles ne doivent pas devenir le jouet de la politique extérieure et intérieure de la Suisse. La SSO attend une direction politique et militaire forte.

Le président de la SSO a accueilli près de 200 délégués et invités à l'assemblée des délégués dans la salle du campus de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse à Brugg. Il a remercié la politique argovienne – madame le maire Barbara Horlacher et le président du Grand Conseil Lukas Pfisterer pour leurs messages de bienvenue – et la Société des officiers argovienne pour l'organisation.

La Société Suisse des Officiers constate avec satisfaction que la mission principale – la défense – est à nouveau placée au centre des préoccupations. L'armée doit être opérationnelle, apte à l'engagement et prête à intervenir. Pour cela, il faut une planification sûre et la volonté politique d'allouer les moyens financiers nécessaires. La SSO attend du Conseil fédéral qu'il mette en œuvre les directives du Parlement. D'ici 2030, le budget de la défense devrait représenter un pour cent du PIB. Si cet objectif ne devait pas être atteint, la SSO demande d'examiner la possibilité d'un fonds de transition portant intérêt, qui devra être remboursé dès que le 1% du PIB sera atteint.

La SSO salue les interventions parlementaires qui visent à réduire davantage les départs trop nombreux de citoyens aptes au service militaire vers le service civil. Avec un modèle d'obligation de servir dans la sécurité, il serait prévu de regrouper le service civil avec la protection civile dans une nouvelle organisation. L'armée ne fonctionne que comme

un système global, dans lequel des hommes et des femmes accomplissent leur service. La SSO s'engage pour une industrie suisse de l'armement forte. Dans la discussion en cours sur la neutralité, il faut éviter que l'économie ne devienne la victime de pressions de solidarité venant de l'étranger.

Dans son discours devant les officiers suisses, la conseillère fédérale Viola Amherd a souligné l'importance de l'ordre sécuritaire européen. Selon elle, la Suisse ne doit pas représenter un vide en matière de politique de sécurité et de défense, même sans être membre de l'OTAN et de l'UE. La capacité de défense de l'armée doit être améliorée et la coopération internationale renforcée. Le Conseil fédéral table sur une croissance annuelle de 3 pour cent en termes réels pour les années 2025 et 2026. Cette croissance permettra d'acquérir des systèmes pour l'armée plus tôt que prévu et d'avancer des projets. Il sera ainsi possible de combler les lacunes qui sont apparues dans le passé en raison des mesures d'économie.

La conseillère fédérale a souligné que, lors de la discussion sur les exportations de matériel de guerre, il fallait tenir compte des répercussions sur la base technologique et industrielle (BIT), importante pour la politique de sécurité. Le système de milice est un pilier central de notre politique de sécurité. Les officiers et les officières y apportent une contribution essentielle. Ils méritent nos remerciements.

Le chef de l'armée parle clairement : nous avons besoin d'une armée triple A. Celle-ci doit être suffisamment alimentée, équipée le plus complètement possible et formée de manière professionnelle. Le CdA est très préoccupé par les effectifs de l'armée, qui diminueront d'environ 20'000 militaires d'ici la fin de la décennie. La mise en place et le développement rapides d'une capacité de défense crédible ne doivent plus être négligés. Nous devons agir maintenant et penser la sécurité à long terme. La situation globale et européenne en matière de sécurité est tendue et présente un potentiel d'escalade. La mission principale de l'Armée suisse est de protéger le pays et ses habitants. Nous avons besoin d'un développement dynamique et agile de l'armée, loin des grandes réformes. Les coopérations internationales renforcent la capacité de défense autonome et font de la Suisse un partenaire fiable. Dans ce contexte, aucun engagement incompatible avec la neutralité armée n'est pris.